

Des groupes étrangers de plus en plus diversifiés

Fin 2003, près d'un salarié sur quatre dépend en Alsace d'un groupe étranger. L'Allemagne et les États-Unis restent les premiers investisseurs étrangers mais l'origine des capitaux étrangers tend aujourd'hui à se diversifier. C'est dans l'économie des zones frontalières que l'impact de ces groupes se ressent le plus fortement.

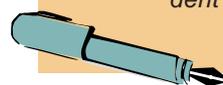
Par sa situation géographique et sa tradition industrielle, l'Alsace est une région très ouverte aux investissements étrangers. Fin 2003, sur l'ensemble du secteur concurrentiel alsacien, 23 % des salariés, soit 98 000 personnes, dépendent

d'entreprises contrôlées majoritairement par des groupes étrangers. C'est nettement plus que la moyenne nationale (14 %). L'Alsace arrive en tête des régions devant la Picardie et la Lorraine. Quatre pays dominant. L'Allemagne contrôle près d'un tiers des effectifs dépendant de groupes étrangers, les États-Unis en contrôlent un sur cinq, la Suisse et le Benelux un sur sept.

Une industrie sous influence étrangère

Les groupes étrangers ont investi principalement dans l'industrie qui regroupe les deux tiers des salariés dépendant d'un centre de décision étranger. Le taux de contrôle qui atteint 43 % des effectifs de l'ensemble du secteur, contre 27 % pour la France métropolitaine, s'est renforcé. Dix ans auparavant, 35 % de l'emploi industriel alsacien dé-

- Fin 2003, l'industrie alsacienne compte 43 % de salariés dépendant de groupes étrangers contre 27 % pour la moyenne nationale.
- Le taux de pénétration étrangère est de 23 % pour le commerce alsacien contre 14 % en France métropolitaine.
- Dans les établissements de plus de 500 salariés, 40 % des salariés dépendent de groupes étrangers.



pendait de groupes étrangers, et 18 % au niveau national.

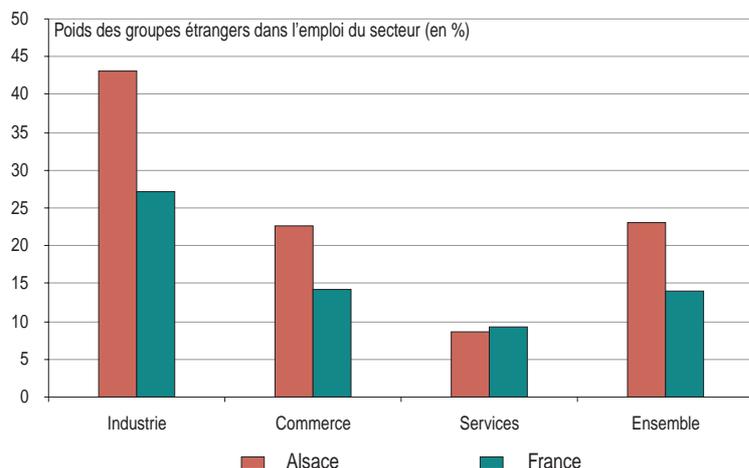
Les implantations étrangères industrielles se retrouvent plutôt dans les secteurs de haute technologie et très concentrés : pharmacie, chimie, équipements électriques et électroniques. Dans ces secteurs, plus de la moitié des salariés relèvent d'un groupe étranger.

En revanche, la construction navale, aéronautique et ferroviaire reste largement nationale. Les groupes nationaux dominent aussi l'industrie automobile en raison du poids du groupe Peugeot qui emploie 60 % des salariés du secteur.

Nouveaux investisseurs de l'industrie : Benelux et Grande-Bretagne

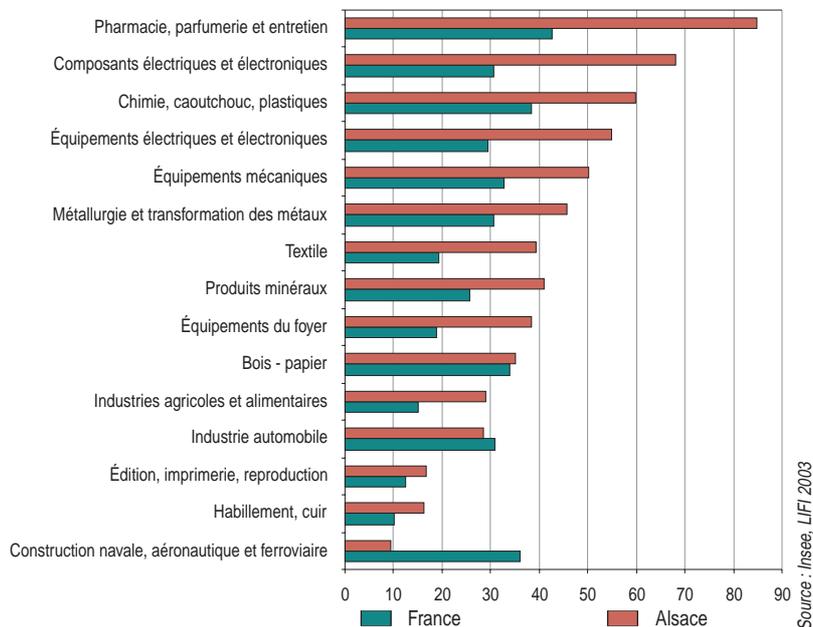
De nouveaux pays s'affirment récemment en Alsace, en adoptant une stratégie d'achat-acquisition. Depuis 2000, les pays du Benelux investissent dans la région, notamment dans l'agroalimentaire et la chimie-pharmacie. L'américain Bestfoods, présent à Strasbourg, est repris par le néerlandais Unilever et c'est le grand groupe chimique néerlandais DSM qui acquiert la division Roche Vitamines et chimie à Saint-Louis. La

► En Alsace, un salarié sur quatre dépend d'un centre de décision étranger



Source : Insee, LIFI 2003

**Dans 5 secteurs industriels sur 15,
plus de la moitié des salariés dépendent d'un groupe étranger**



présence britannique s'est également renforcée : dans l'agroalimentaire, avec l'acquisition en 2000 de la brasserie Kronenbourg par le groupe Scottish and Newcastle ; dans le bois-papier, avec la prise de contrôle de Kaysersberg Packaging par DS Smith PLC. Par ailleurs, les Canadiens ont pris pied dans la métallurgie locale avec le rachat de la Société Alsacienne d'Aluminium et du groupe français Pechiney Rhenalu par le géant de la métallurgie Alcan.

Allemagne et États-Unis : poids lourds de l'industrie

Comme dans l'ensemble de la France, les groupes allemands et américains prédominent dans l'industrie. Investisseurs traditionnels en Alsace, ils regroupent à eux deux 60 % de l'emploi étranger du secteur. Les Allemands s'impo-

sent dans les composants électriques et électroniques (Hager Electro, Osram), la mécanique (Ina Schaeffler), les équipements électriques et électroniques (Sew Usocome, Siemens) et parmi les équipementiers de l'automobile (Behr Mahle, Daimler-Chrysler). Deuxième employeur étranger de l'industrie alsacienne, les États-Unis se positionnent plutôt dans des secteurs de haute technologie. Ils sont présents dans la pharmacie (Eli Lilly), la chimie (Johnson Controls), les équipementiers automobiles (General Motors, Delphi). Ils sont aussi implantés dans l'agroalimentaire alsacien, essentiellement dans la chocolaterie-confiserie : Wrigley et Mars Incorporated.

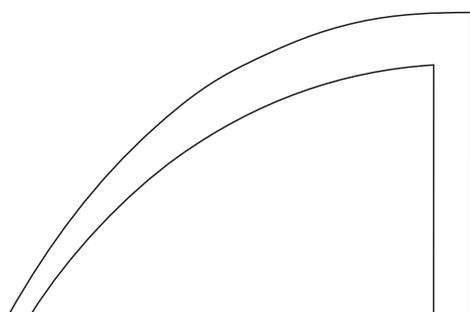
La Suisse se retrouve dans ces mêmes secteurs d'activité. Les capitaux helvétiques sont, en effet, présents dans les équipements mécaniques (Liebherr, Kuhn), la chimie (Clariant, Ciba), la pharmacie (Novartis, Weleda) et l'agroalimentaire (Kraft Foods). C'est au cours des années 60-70 que ces trois pays ont investi dans la région, par l'implantation de grands sites de production. Dans la décennie 80, les Japonais ont pris la relève, avec l'installation de filiales dans les équipements électriques et électroniques (Ricoh, Sharp et Sony). À la fin des années 80, la Scandinavie s'est implantée dans le bois-papier avec l'acquisition de Stracel par le groupe finlandais UPM Kymmene.

L'Europe du Nord dans les services

Au cours des années 90, l'essor des services liés à la production (informatique, conseils et assistance, services opérationnels...), entraîne une montée de l'internationalisation de ces activités, avec la constitution de groupes mondiaux. Néanmoins, sur l'ensemble des services, le taux de pénétration étrangère reste encore faible. En Alsace, 8 % des effectifs de ce secteur travaillent dans des filiales

L'enquête Liaisons Financières (LIFI) vise à identifier les groupes de sociétés opérant en France et à déterminer leur contour. Elle recense les liaisons de détention de capital entre sociétés au 31 décembre de chaque année. L'enquête est réalisée auprès des entreprises d'au moins 500 salariés, ou 30 millions de chiffre d'affaires ou disposant de 1,2 millions d'euros de titres de participation. Les résultats obtenus sont complétés par la base de données Diane, constituée à partir notamment des obligations de publicité légale auprès des greffes de tribunaux par la Coface SCRL et le bureau Van Dijk.

Cette étude porte sur l'ensemble des secteurs d'activité à l'exception des finances, de l'administration publique, de l'enseignement, la santé, l'action sociale et l'agriculture.



étrangères, taux comparable à celui de la France métropolitaine (9 %). L'Allemagne occupe une position assez modeste comme employeur étranger dans les services, devancée par l'Europe du Nord, les États-Unis et le Benelux. Les groupes scandinaves se distinguent dans ces activités : dans la région, ils regroupent 30 % de l'emploi étranger des services. Ils sont présents dans les services opérationnels : le danois ISS Abillis dans le nettoyage, le suédois Securitas dans la sécurité. Les Américains investissent plutôt dans les services de conseils et assistance, dans les études de marché et les services de conseil informatique. Dans la construction et les transports, la représentation étrangère est moindre avec un salarié sur vingt. La moitié des effectifs dépendent de groupes étrangers allemands.

L'Allemagne dans le commerce de gros...

Les groupes étrangers emploient 23 % des salariés du commerce en Alsace contre 14 % en France métropolitaine. Les pays étrangers investissent davantage dans le commerce de gros avec un salarié sur trois, que dans le commerce de détail avec seulement un sala-

rié sur six. L'Allemagne et le Bénélux rassemblent 60 % des effectifs dépendant de groupes étrangers.

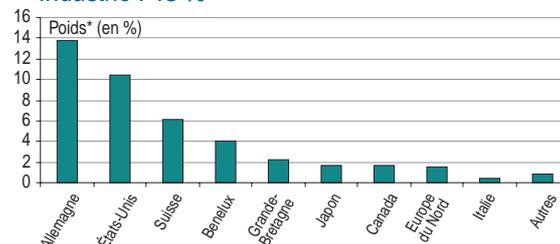
Les Allemands s'imposent plutôt dans le commerce de gros, comme les Suisses. La filiale alsacienne du groupe Würth, spécialisée dans la distribution d'équipements de fixation, est le premier employeur étranger du commerce en Alsace. La présence étrangère s'est aussi renforcée dans ces activités par la réorientation de certains sites industriels vers des activités de distribution, en particulier dans la filière cuir-habillement. En 2001, le groupe allemand Adidas réorganise ses sites alsaciens de fabrication de chaussures en plates-formes logistiques. Le groupe helvétique Triumph Universa, fabricant de lingerie, a recadré ses activités vers le commerce de gros d'habillement.

...le Benelux dans le commerce de détail

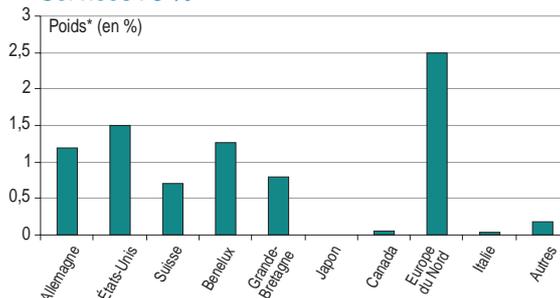
Le Benelux constitue le premier investisseur étranger du commerce de détail. Il rassemble 64 % des effectifs des groupes étrangers du

Allemagne en tête dans l'industrie et le commerce, Europe du Nord dans les services

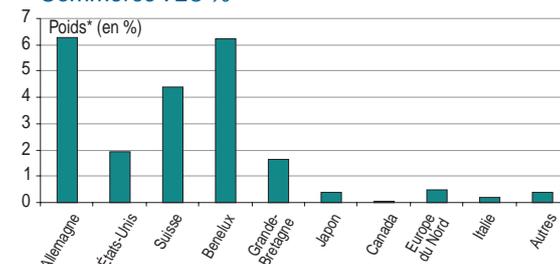
Industrie : 43 %*



Services : 8 %*



Commerce : 23 %*



* Poids des groupes étrangers dans l'emploi salarié du secteur (en %)

Source : Insee, LIFI 2003

secteur grâce aux enseignes "Match" et "Cora" du groupe belge Louis Delhaize. Les capitaux allemands sont faiblement représentés et se positionnent plutôt dans le "discount" (Lidl, Norma).

Les groupes britanniques, troisième investisseur étranger du commerce de détail, se concentrent surtout dans l'équipement de l'habitat (Castorama et Darty du groupe Kingfisher).

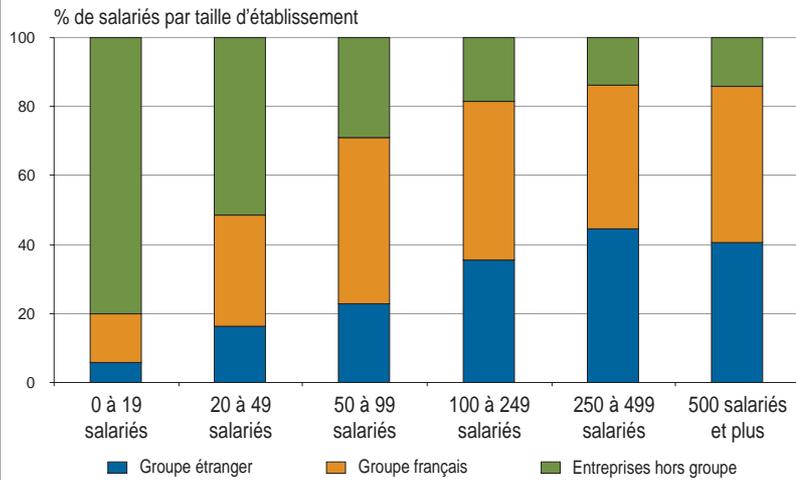
Le groupe est un ensemble de sociétés dépendant, directement ou indirectement, d'une même société appelée tête de groupe.

La tête de groupe n'est détenue majoritairement par aucune autre société, ni directement ni indirectement. Elle peut être située à l'étranger. Le lien de dépendance entre deux sociétés est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire. Lorsqu'une société détient plus de 50 % des voix en assemblée générale d'une autre société, on considère qu'elle la contrôle.

Groupe étranger : par convention internationale, la nationalité d'un groupe doit correspondre au pays où est située sa tête de groupe.

Taux de pénétration : rapport entre le nombre de salariés d'un secteur d'activité dépendant de groupes étrangers et le nombre de salariés total du secteur, exprimé en %.

► **Les groupes étrangers présents dans les grands établissements**



pendance vis-à-vis de l'étranger représenterait les trois quarts des effectifs. Dans le commerce, 70 % des emplois dans les établissements de plus de 500 salariés sont sous contrôle d'un groupe étranger.

Olivier MAISONNEUVE

De grandes structures

Le positionnement des groupes étrangers dans l'industrie, la grande distribution et les services opérationnels explique leur présence

dans des unités de grande taille. Dans les établissements de plus de 500 salariés, 40 % des effectifs dépendent d'un groupe étranger.

Dans l'industrie, ce taux est de 56 %. Sans la présence du groupe français Peugeot, ce taux de dépendance

Industrie : forte dépendance étrangère dans 6 zones d'emploi sur 12

L'effet de frontière joue. Dans la zone d'emploi de Saint-Louis, 75 % de l'emploi industriel dépend de capitaux étrangers. La proximité de la chimie-pharmacie bâloise a largement contribué à l'implantation de filiales de groupes suisses.

À Colmar-Neuf-Brisach, le taux atteint 67 %. L'origine des capitaux est diversifiée, avec d'anciennes implantations suisses et américaines dans la mécanique et l'agroalimentaire, allemandes dans l'équipement automobile, et japonaises dans l'électronique. L'arrivée des groupes anglais et canadiens est plus récente dans cette zone, suite à des reprises respectivement dans le bois-papier et la métallurgie.

Dans les zones de Guebwiller (61 %) et Thann-Cernay (52 %), plus de la moitié des emplois industriels sont d'origine étrangère : équipement automobile allemand à Guebwiller et chimie américaine à Thann-Cernay.

Dans le Bas-Rhin, Wissembourg est la zone la plus dépendante des investisseurs étrangers industriels (64 %). Les États-Unis sont implantés dans la chimie, les Allemands dans la métallurgie et la construction de caravanes. À Haguenau, 55 % de l'emploi industriel est sous contrôle étranger, surtout dans des filiales allemandes de la mécanique, des équipements électriques et électroniques.

Strasbourg reste la zone la plus riche en effectifs de groupes étrangers industriels malgré un taux de pénétration de 39 %, inférieur à la moyenne régionale. Les groupes américains sont surtout présents dans la pharmacie, l'automobile et les équipements du foyer. Le Benelux est le deuxième investisseur industriel étranger devant l'Allemagne grâce au rachat récent de nombreuses entreprises agroalimentaires.

